

**CONVENTION**

**FONDS DE DEVELOPPEMENT**

**DE L’INCLUSION EXCEPTIONNEL 2020**

**N° FDI – N°**

# - Vu les articles R. 5132-44 à R. 5132-47 du Code du Travail ;

- Vu la Circulaire DGEFP n° 2005/28 du 28 juillet 2005 relative aux fonds départementaux d’insertion ;

- vu l’instruction DGEFP du 14 août 2020 relative à la mobilisation des fonds de développement de l'inclusion et du fonds d'accompagnement à la transformation des entreprises adaptées en soutien aux entreprises sociales inclusives.

*Vu l'avis du conseil départemental de l’insertion par l’activité économique du […],*

Entre l’Etat, représenté par le Préfet de département […], Préfet de […] d’une part

Ci-après dénommée « l’Administration »,

Et

[NOM]

SIRET […]

Statut juridique […]

Siège […]

représentée par […] en qualité de […] d’autre part,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

**PREAMBULE**

En réponse à la crise sanitaire et économique et en complément des mesures d’urgence mobilisées par l’Etat pour soutenir toutes les structures de l’insertion par l’activité économique (SIAE), **la mobilisation du Fonds de développement de l’Inclusion, prévue dans l’instruction DGEFP/SDPAE/MIP-METH/2020/140 du 14 août 2020** relative à la mobilisation des fonds de développement de l'inclusion et du fonds d'accompagnement à la transformation des entreprises adaptées en soutien aux entreprises sociales, **a vocation à accompagner les SIAE à se positionner en tant qu’actrices d’une relance économique inclusive et à développer de nouveaux relais de croissance, via un changement d’échelle, une transformation de leurs activités et de leurs organisations en cohérence avec un contexte économique transformé.**

Destiné à créer un effet levier en complément d’autres cofinancements, **le soutien financier** à de nouveaux projets, à des projets de développement, d’investissement ou encore de professionnalisation **doit confirmer la trajectoire de croissance fixée par le Pacte d’ambition pour l’IAE, dont la mise en œuvre se poursuit.**

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :**

La présente convention a pour objet de définir la participation de l'Etat, dans le cadre du fonds de développement de l’inclusion, pour accompagner le développement et la transformation

des structures de l’Insertion par l’activité économique (SIAE) dans le cadre de la dynamique de relance inclusive et de croissance de l’IAE.

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION :**

La convention est conclue pour une durée de […] mois sans excéder le 31 décembre 2021.

*Ou, rédaction alternative :*

Exceptionnellement, en raison de la nature du projet - de grande envergure - la convention est conclue pour une durée de […] mois sans excéder le 31 décembre 2022.

**ARTICLE 3 : MONTANT DE L’AIDE**

Le budget prévisionnel global de l’opération, d’un coût total de XX €, est présenté en annexe. Cette synthèse financière fait partie intégrante de la présente convention et constitue un document contractuel.

Cette somme constitue l’assiette prévisionnelle des dépenses éligibles à l’aide de la Direccte au titre de la présente convention.

La DIRECCTE participe à hauteur d’un montant maximum de XX € au financement de l’opération.

En cas de non réalisation de tout ou partie de l’opération et/ou de sous consommation du budget prévisionnel, le montant de l'aide de l'État sera réajusté à due concurrence sur la base des résultats obtenus et des dépenses réellement engagées par l'organisme porteur et retenues après examen du bilan final décrit dans la présente convention.

**ARTICLE 4 : PILOTAGE/ EVALUATION DE LA CONVENTION**

Un comité de pilotage est associé au suivi de l’opération. La fréquence des réunions de comité de pilotage tient compte du calendrier de mise en oeuvre de l’opération et en particulier de la programmation d’utilisation des fonds. Outre l’Etat et la structure, le comité associe les acteurs susceptibles de concourir par leur expertise à ce pilotage.

L’évaluation est suivie par ce comité de pilotage. La convention comporte des indicateurs d’évaluation qualitatifs et quantitatifs de l’action financée, voir en annexe 2.

**ARTICLE 5 : DISPOSITIONS COMPTABLES ET CONTROLE DE L’EXECUTION DE L’OPERATION**

L’aide est versée à l’organisme par l’Agence de Services et de Paiement (ASP), en application de la présente convention, par virement au compte bancaire ouvert au nom de l'organisme.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’organisme |  |
| agence bancaire |  |
| n° de compte |  |
| Code établissement |  |
| Code guichet |  |
| Clé RIB |  |
| IBAN |  |
| BIC |  |
| Titulaire du compte |  |
| domiciliation |  |

L’aide versée est imputée sur les crédits du programme 102 accès et retour à l’emploi de la mission travail et emploi, action 2 sous action 2 accompagnement des publics les plus en difficulté.

L’organisme s’engage auprès de l’Etat, d’une part à respecter l’objet de la convention prévu à l’article 1er de la présente convention et d’autre part à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier le bénéfice de la subvention :

* le compte rendu financier conforme à l’arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
* les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l’article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
* le rapport d’activité.

L’organisme doit retracer dans sa comptabilité les dépenses et les ressources découlant de la convention.

L’organisme s’engage, en cas de contrôle opéré par toute autorité mandatée par l’Etat ou son représentant, par les corps de contrôles communautaires ou par les organes de contrôle nationaux, à présenter toutes les pièces justificatives de la demande de subvention qu’ils devront conserver durant 10 ans après le dernier paiement.

**ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT DE L’AIDE**

L’aide est versée en deux fois selon les modalités suivantes :

* Une avance de 60 %, dans le respect des règles fixées dans le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l’Etat pour des projets d’investissement ;
* un second versement correspondant au solde est effectué deux mois avant l’issue de la convention, après transmission par la SIAE d’un bilan des actions mises en œuvre, d’une transmission de justificatifs financiers, et sur décision de paiement transmise par la DIRRECTE à l’ASP par voie postale.

**ARTICLE 7 : RESILIATION**

Si, pour une raison quelconque, l'organisme se trouvait empêché d'exécuter ses engagements pris au titre de la convention, celui-ci serait résilié de plein droit quinze jours après l'envoi à l'administration d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

L'administration peut alors demander le reversement des sommes indûment perçues.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| **L'organisme,**(Nom et qualité du signataire, cachet et signature)certifie l'exactitude des renseignementsportés ci-dessus et dans les pièces contractuelles. | Fait à  … le  |
|  | Le Préfet,(P/ Le DIRECCTE ----------------- Le Directeur de l’UT ----------par délégation) |

**ANNEXE 1**

1. **Plan de financement prévisionnel du projet**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| DEPENSES[[1]](#footnote-1) | Montant HT | Montant TTC | RESSOURCES | Montant | % |
| Acquisitions immobilièresEtudesTravauxMatérielAutres[[2]](#footnote-2) |  |  | **Aides publiques[[3]](#footnote-3)** :- Union européenne - Etat- Communes - Intercommunalité- Département- Région- Etat (hors IAE et contrats aidés)- FSE- PLIE- AGEFIPHAutre aide publique :- origine :**Aides privées**-Fondations-autres* + - 1. **Autofinancement**
			2. Fonds propres

Emprunts Crédit-bail Autres  |  |  |
| * + - * 1. **Total**
 |  |  | * + - 1. **Total**
 |  |  |

L’organisme bénéficie-t-il d’un soutien ou d’une intervention au titre de fonds de garantie pour l’insertion par l’économique (FGIE) : oui [ ]  / non [ ]

L’organisme bénéficie-t-il du Fonds territorial France active : oui [ ]  / non [ ]

Si oui : garantie bancaire : [ ]  Apport ou crédit :[ ]  Autre : [ ]

Autres fonds financiers solidaires : oui [ ]  / non [x]

Financement bancaire du projet : oui [ ]  / non [ ]

Si oui, nombre de banques : Montant total du financement obtenu :

Apport en capital-risque : oui [ ]  / non [ ]

Si oui : SIFA : [ ]  IDES : [ ]  Autre : [ ]

Intervention d’un DLA : oui [ ]  / non [ ]

* Si oui, nom du DLA :
* Nature de l’action réalisée par le DLA :
* Date de démarrage de l’action initiale

Aides ou subventions complémentaires à la mobilisation du FDI : oui [ ]  / non [ ]

1. **Budget prévisionnel de l’organisme**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| CHARGES | MONTANTS (1) | PRODUITS | MONTANTS |
|   | CHARGES DIRECTES |   | RESSOURCES DIRECTES |   |
| **60** | **Achats** |  |  **70 - Ventes** |  |
| 602 | Achats stockés |  | Productions Vendues |  |
| 604 | Prestations de services |  | Marchés publics |  |
| 605 | Achat matériel |  |   |  |
| 606 | Achats fournitures non stockées |  | Prestations de service |  |
| **61** | **Charges externes** |  | Mise à disposition de personnel |  |
| 611 | Sous-traitance générale |  |  **74 - SUBVENTIONS** (2) |  |
| 612 | Crédit-bail |  | ETAT (préciser l'administration) |   |
| 613 | Locations immobilières |  | ETAT (préciser l'administration) |   |
| 613 | Locations mobilières |  | ETAT (préciser l'administration) |   |
| 614 | Charges locatives |  | ETAT (préciser l'administration) |   |
| 615 | Entretien réparations |  | REGION |   |
| 616 | Primes d'assurances |  |   |   |
| 617 | Etudes et recherches |  |   |   |
| 618 | Documentation générale et colloques |  |   |   |
| **62** | **Autres charges externes** |  |   |   |
| 621 | Personnel extérieur à l'entreprise |  | INTERCOMMUNALITE (EPCI)3 |   |
| 622 | Honoraires |  | INTERCOMMUNALITE (EPCI) |   |
|   | Presta. formation/tutorat personnel insertion |  |   |   |
|   | Prestataire action hors formation/tutorat |  | COMMUNES |   |
| 623 | Publications |  | COMMUNES |   |
| 624 | Transports et déplacement |  | COMMUNES |   |
|  |   |   |
| 625 | Voyages, missions et réceptions |  | FSE |   |
|  |  |   |
| 626 | Frais de télécom et postaux |  | Autres établissements publics :  |   |
| 627 | Service bancaire |  |  |   |
| 628 | Divers |  |  |   |
|   |  | **Aides privées (fondation…)** |   |
| **63** | **Impôts et taxes sur salaires** |  |   |   |
| 631 | Taxes sur salaires |  |   |   |
| 633 | Vers. Formation, transport, construction |  |   |   |
|  |   |   |
| 635 | Impôts directs, indirects et droits |  |   |   |
| **64** | **Salaires et charges** |  |  |   |
|   | Gestion administration |  |  |   |
|   | Accompagnement social-emploi-formation |  |  |   |
|   | Encadrement technique |  |  |   |
|   | Personnel insertion |  |  |   |
|   | Autres personnel hors activité insertion |  |   |   |
|   | Autres frais |  |   |   |
|   | Autres frais de personnel insertion |  |  |   |
| **65** | **Charges de gestion courante** |  |  **75 - Produits gestion courantes** |   |
|  |  |  | **dont cotisation, dons manuels ou legs** |   |
| **66** | **Charges financières** |  |  **76 - Produits financiers** |   |
| **67** | **Charges exceptionnelles** |  |  **77 - Produits exceptionnels** |   |
| **68** | **Dotations aux amortissements** |  |  **78 - Reprises sur amortissements et provisions** |   |
| **68** | **Dotations aux provisions** |  |   |
| **69** | **Impôt sur société** |  |   |
| **CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION** |   | **RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION** |   |
| **Charges fixes de fonctionnement** |   | **Préciser** |   |
| **Frais financiers** |   | **Préciser** |   |
| **Autres** |   | **Préciser** |   |
| **TOTAL CHARGES** | **0** | **TOTAL PRODUITS** | 0 |
|  | La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits |  |
|  | (montant attribué/total des produits) X100 |  |  |

**ANNEXE 2**

**4. Indicateurs au regard des objectifs:**

**Les indicateurs sont examinés dans le cadre du dialogue de gestion.**

**Impacts attendus en matière : :**

- **d’emploi**(Nombre d’emplois créés ou à créer) **:**

|  |
| --- |
| Méthode : *les emplois directement créés par le projet financé au titre du FDI remplissent les conditions suivantes :**a) les emplois sont créés dans un délai de trois ans à compter de l’aide versée;**b) une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents ; et**c) les emplois créés sont maintenus pendant au moins deux ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois* |

- **d’emploi**(Nombre d’emplois maintenus) **:**

|  |
| --- |
| Méthode : *nombre d’emplois maintenus à l’issue du versement de l’aide versée en comparaison avec le nombre d’emplois dans les 12 derniers mois précédents, hors nouveaux recrutements.* |

- **de développement de la structure (changement de taille, développement territorial…) :**

|  |
| --- |
|  |

**- de réorientation, diversification, transformation de l’activité :**

|  |
| --- |
|  |

- **d’organisation des processus de production :**

|  |
| --- |
|  |

**- de l’organisation et de stratégie économique et financière de l’entreprises**

|  |
| --- |
|  |

**- autres**

|  |
| --- |
|  |

1. ######  Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

 [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois) [↑](#footnote-ref-2)
3. Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires…, joindre copies des décisions d’aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,) [↑](#footnote-ref-3)